

RAPPORT ANNUEL 2020



GREAA

GRUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

« S'il n'y a pas de lutte, il n'y a pas de progrès. Ceux qui prétendent favoriser la liberté, mais qui pourtant dénigrent l'agitation, veulent des récoltes sans labourer la terre. Ils veulent l'océan sans le puissant rugissement de ses eaux. Mais le pouvoir ne concède jamais rien sans une revendication déterminée. »

Frederick Douglass (1818-1895)

Mot du président	2	Les mandats	13
Les plateformes	3	OFSP – Addictions comportementales	
Plateforme Adolescents		Analyse SuPo 2022	
Plateforme Alcool		CRIAD – Coordination Romande	
Plateforme Fonctions dirigeantes		des Institutions et organisations œuvrant	
Plateforme GenreS et SexualitéS		dans le domaine des Addictions	
Plateforme Gouvernail		E-Games: Recherche sur les jeux de hasard et	
Plateforme Handicap et Addictions		d'argent en ligne (JHAL)	
Plateforme Jeu excessif		FORDD – Fédération romande des organismes	
Plateforme Nightlife		de formation dans le domaine des dépendances	
Plateforme Prévention		Hyperconnectivité – guide APAN	
Plateforme Prisons		Intervention Précoce (IP)	
Plateforme Réduction des risques		Du PNA aux Stratégies Addictions et MNT	
Plateforme Travail social hors-murs (TSHM)		PILDJ – Programme intercantonal de lutte	
Plateforme Usagers		contre la dépendance au jeu	
Coordination interplateformes		Prévention Intercantonale Alcool (PIA)	
L'invité	7	Prise en compte des TUS dans les soins palliatifs, la démence et la psychiatrie	
Les formations	10	PILDJ - Recherche sur les distributeurs de	
Interventions dans des cursus de formation		loterie électronique et le jeu excessif	
Formations sur mesure		Revue de la littérature sur la cigarette et la	
Journées publiques		vaprette en prison	
Open Workshops		RIL - Rencontre Intercantonale Latine	
Les projets	11	Politique et représentation	17
Brochure Nightlife		Communication et publications	
Collaboration Handicap et Addictions (CHA)		Politique	
Dry January		L'association	21
Journée/semaine alcool		Finances	22
Mes Choix			
Mutations et Évolutions du résidentiel			
SafeConso.ch			

Comment revenir sur l'année si spéciale 2020 sans évoquer la Covid-19? Je pourrais parler de la difficulté de prendre des décisions alors que les éléments ne sont pas clairs, alors que les avis d'expert divergent, alors que la maladie voire la mort rôde, que les complotistes se régalent et que l'angoisse des professionnel-le-s comme des bénéficiaires se fait paralysante. Et pourtant, cette crise, et nous sommes nombreux à le constater, a été révélatrice. Révélatrice parfois de nos lâchetés, mais révélatrice si souvent de nos capacités d'innovation et d'adaptation pour poursuivre les missions qui nous sont confiées. Je reste tout à fait impressionné par l'engagement et la souplesse des professionnel-le-s de terrain, quel que soit leur domaine d'activité.

Le GREA n'a pas fait exception et n'a pas démérité. Pragmatiquement, alors que nous réunir était impossible (et pourtant tellement indispensable), les professionnel-le-s du GREA ont apprivoisé les supports virtuels et sont parvenus à nous connecter les uns les autres. À titre personnel, et grâce au GREA - et à la crise il faut bien l'avouer - j'ai découvert les joies des séances de travail zoom et des webinaires (néologismes barbares à mes oreilles) d'une richesse jusque-là insoupçonnée. Notre groupement a su, je l'en remercie, respecter son ADN de mise en lien et prendre soin de ses membres, malgré la distance. À titre d'exemple, j'aimerais relever la souplesse et l'engagement de notre réseau réunissant des professionnel-le-s membres de l'association autour d'un projet d'envoi de matériel de réduction des risques par poste en pleine vague de pandémie. Safe-Conso a vu le jour très rapidement et a pu tester une nouvelle façon d'accompagner des personnes rendues plus vulnérables par la crise sanitaire et les confinements.

Et si la pandémie a partiellement vitrifié le pays, le GREA a porté inlassablement les voix qui militent en faveur de la réglementation des marchés des stupéfiants sous l'angle des droits humains, de la citoyenneté et d'un vivre ensemble pragmatique qui concerne l'ensemble de la société. Ce débat doit être mené avec tout le professionnalisme et la conviction possibles tant il est central. La crise a sans doute rendu visibles les problématiques liées à la précarité et à l'accès aux soins, aux addictions et aux discriminations et les a remis en lumière sur la scène politique helvétique. Les dernières nouvelles en provenance des autorités

fédérales laissent une lueur d'espoir pour une politique plus humaine où les compétences de toutes les disciplines (sociales, médicales, judiciaires, etc.) seraient profitables aux individus comme au collectif de manière transversale. Un peu d'optimisme serait-il autorisé ?

J'adresse cette année encore mes plus vifs remerciements à tous nos membres, aux professionnel-le-s du secrétariat, aux Plateformes et à leurs coordinateurs-trices et au comité pour l'incroyable travail fourni en ces temps si particuliers. Au vu des derniers développements, je me réjouis de vous revoir toutes et tous en chair et en os au GREA et de vous serrer la main.

Les plateformes du GREA occupent une place importante dans le réseau des addictions en Suisse romande. Elles permettent aux professionnel·le·s d'échanger sur les pratiques de chacun, débattre de thèmes d'actualité ou tout simplement partager les questions et les doutes qui émaillent le quotidien. De ces plateformes naissent des relations professionnelles, des collaborations plus étroites et parfois des projets communs. La crise sanitaire de la Covid-19 a touché de plein fouet les plateformes et a demandé des adaptations.

Plateforme Adolescents

Coordination: *Romaine Jacquier, DEPART/CHUV, Lausanne et Margaux Salvi-Délez, Addiction Suisse, Lausanne*

L'année 2020 et son importante crise sanitaire ont évidemment grandement marqué l'organisation de la Plateforme Adolescents. Une seule séance présentielle a pu être organisée en septembre et c'était un plaisir de pouvoir enfin se retrouver ! Cette rencontre a été dédiée au Tour des Régions et aux impacts de la crise sur le travail avec les adolescent·e·s au sein des différentes structures. La diversité des réalités professionnelles des participant·e·s a débouché sur de riches échanges de pratiques, mettant notamment en lumière les stratégies mises en place afin de préserver le lien avec les adolescent·e·s durant la période de confinement. Les constats d'impacts de cette crise sur la santé psychique des jeunes ainsi que sur leur insertion, notamment, ont également été traités. D'autres thèmes d'actualité, tels que l'inquiétante apparition sur le marché romand des cannabinoïdes de synthèse, ainsi que le développement de nouvelles structures de prises en charge liées aux écrans ont été abordés. La PF ados a par ailleurs eu le plaisir de souhaiter la bienvenue à Margaux Salvi-Délez d'Addiction Suisse au sein de sa coordination.

Plateforme Alcool

Coordination: *Françoise Kündig, Fondation Esterelle-Arcadie, Yverdon-les-Bains*

Malgré une année particulière, nous avons pu maintenir nos trois plateformes, dont les deux dernières par visioconférence. Les objectifs abordés étaient: la communication, l'échange d'informations ainsi que la coordination autour d'actions comme la Journée ou Semaine Alcool et la semaine enfance et famille. Un groupe de travail a été créé autour de la Journée Alcool avec comme objectif: « Comment maintenir cette journée malgré cette situation sociosanitaire ». Des

échanges sur le Dry January ont aussi eu lieu, dont l'objectif est de réunir une communauté de personnes qui font l'expérience du mois sans alcool. Le domaine de la prévention a aussi été discuté, relevant toute la complexité de travailler alors que les lieux de consommations ordinaires sont fermés (bars, restaurants, night-clubs), mettant en suspens les actions de prévention dans de tels lieux. Cependant, on a pu constater que, durant l'été, les gens ont continué à fêter et à consommer.

Plateforme Fonctions Dirigeantes

Coordination: *Nicolas Cloux, Le Tremplin, Fribourg*

À l'instar de très nombreuses structures, la pandémie n'a pas épargné la plateforme. Dans les faits, nous n'avons pu nous rencontrer qu'à deux reprises. La séance d'été a pu se dérouler en présentiel selon le terme utilisé actuellement, mais la séance d'automne a eu lieu en visioconférence. Nous avons néanmoins pu échanger sur quelques sujets d'actualité. Les enjeux autour du coronavirus, ses implications concrètes dans la vie de nos bénéficiaires et de nos organisations ont occupé une place importante dans nos discussions. Nous avons pu aborder d'autres thèmes qui sont également primordiaux pour les responsables institutionnels, comme les premiers résultats de la recherche relative à la plus-value du résidentiel. Il s'agit de suivre ce débat de près, car des décisions se prennent au niveau politique. Parmi les autres sujets discutés, nous avons reparlé de la collaboration avec les organisations médicales. Pour ce faire, nous tentons de poser les jalons qui pourraient nous amener à une meilleure collaboration avec ces acteurs·trices actifs·ves dans le champ des addictions.

Plateforme GenreS et SexualitéS

Coordination: *Florent Jouinot, Aide Suisse contre le Sida, Lausanne*

En 2020, la Plateforme Genres et Sexualité a pris la décision de construire les rencontres autour de deux points à l'intersection des enjeux de consommations et de santé sexuelle. D'une part, les situations rencontrées dans la pratique, qu'il s'agisse de question en lien avec la santé sexuelle dans les organismes intervenant sur les questions de consommation et d'addiction ou réciproquement les enjeux de consommations dans les organismes de santé sexuelle. D'autre part, un échange construit autour d'un sujet à l'intersection de ces deux thématiques afin d'échanger des connaissances, des expériences, des bonnes pratiques et des ressources. La plateforme pourra proposer un recueil des éléments qui auront émergé via le site du GREA et le cas échéant proposer aux membres intéressé·e·x·s de développer des ressources complémentaires. Dans cette vision, la plateforme souhaite s'ouvrir plus largement aux organismes intervenant dans le domaine de la santé sexuelle. Des démarches proactives seront menées dans ce sens.

Plateforme Gouvernail

Coordination: *Catherine Dorthe, REPER, Fribourg*

En 2020, il était prévu d'animer une plateforme sur le thème des compétences psychosociales, une seconde sur le thème de l'interculturalité et une troisième avec la visite d'une institution qui utilise le programme Gouvernail depuis longtemps. L'arrivée de la pandémie n'a pas permis de démarrer ce programme. Au même moment, le comité de pilotage romand de Gouvernail, dont les plateformes sont issues, était en pleine réflexion quant au financement du programme. Il a donc profité de cette période particulière pour revoir son fonctionnement général, fort de l'évaluation effectuée en 2019 par la Haute école de travail social de Fribourg. Ces réflexions de fond se sont poursuivies tout au long de l'année et amèneront en 2021 un nouveau fonctionnement romand.

Plateforme Handicap et Addictions

Coordination: *Marie Cornut, GREA, Lausanne*

La Plateforme Handicap et Addictions s'est mise en place en juin 2018, suite à la Journée «Handicap et consommations problématiques» organisée par le GREA le 18 janvier 2018. Cette journée professionnelle

a largement confirmé le besoin de favoriser la collaboration interdisciplinaire entre le champ des addictions et le champ du handicap, jugés encore trop cloisonnés. Depuis 2020, la plateforme remplit une mission centrale dans le cadre du projet de «Collaboration Handicap et Addiction» (projet CHA) soutenu par Promotion santé Suisse et visant à offrir les mêmes prestations aux personnes en situation de handicap dans une logique d'égalité des chances. Cette mission consiste à réaliser, avec le soutien du GREA, une charte de collaboration en vue d'ancrer une culture commune sur le terrain et d'améliorer la collaboration entre les deux domaines.

Plateforme Jeu Excessif

Coordination: *Romaine Darbellay, Promotion santé Valais, Sion et Svetlana Dimova, CHUV, Lausanne*

La Plateforme Jeu s'est réunie à trois reprises en 2020, deux séances ayant eu lieu en visioconférence. Malgré les conditions sanitaires difficiles, des actions coordonnées et très importantes ont émané de la plateforme. Les membres ont reçu la directrice communication et développement durable de la Loterie romande accompagnée de la chargée de communication et responsabilité sociale d'entreprise ainsi que les responsables des mesures sociales des casinos de Montreux et Fribourg. Les invité·e·s ont présenté leurs concepts de mesures sociales pour les jeux en ligne. Les membres ont fait part de leurs préoccupations en lien avec les publicités des opérateurs. Plusieurs courriers ont été rédigés et envoyés à l'égard la Loterie romande et à la Commission des loteries et des paris en lien avec les publicités, notamment sur les paris sportifs. Un groupe de travail, en collaboration avec le GREA, s'est chargé de l'élaboration du document «best practices» pour les levées d'exclusion discuté aussi lors des réunions de la plateforme.

Plateforme Nightlife

Coordination: *Elisa Rosselli, Point d'Chute, Neuchâtel et Roxane Mégevand, Nuit Blanche / Première Ligne, Genève*

En 2020, les membres de la Plateforme Nightlife se sont réunis à deux reprises en visioconférence. Faute de pouvoir maintenir les groupes de travail sur des projets concrets, comme auparavant (formation des pairs, communication, brochure), les rencontres virtuelles

auront permis aux acteurs·trices romand·e·s de la prévention et réduction des risques en milieu festif, d'échanger sur leurs préoccupations, leurs analyses des risques spécifiques liés aux consommations des jeunes en cette période de pandémie et les prestations proposées par chacun durant l'année. La plupart des projets, bien qu'impactés par la pandémie, ont maintenu des formes d'interventions: stands et actions mobiles auprès des jeunes consommant sur l'espace public, mise à disposition de matériel, communication sur les réseaux sociaux, conseil en ligne, permanences drug checking, réflexion sur le développement des projets. La Brochure Nightlife, document de référence sur l'intervention en milieu festif dont la publication est prévue en 2021, a fait l'objet de réflexions où plusieurs thématiques ont été approfondies (prévention alcool, drug checking, pairs et labels).

Plateforme Prévention

Coordination: *Valérie Wenger Pheulpin, Addiction Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds*

Une documentation très complète a été élaborée sous la forme d'un guide pour les parents et de contenus pour les jeunes intégré·e·s sur ciao.ch et feel-ok.ch. La plateforme a salué la production de ce matériel et s'est questionnée sur le choix du terme «dépendance» pour de jeunes consommateurs, certains y voyant un risque de stigmatisation. La rencontre de septembre s'est déroulée en présentiel où un compte-rendu de l'activité sur ciao.ch durant le semi-confinement a été présenté: très forte augmentation des utilisateurs·trices du site, usagers·ères des écrans en grande hausse, forums beaucoup plus fréquentés, 30% des questions autour de la santé mentale (estime de soi, violence, harcèlement, etc.); la plupart des interactions ne concernaient pas la Covid-19 mais les préoccupations habituelles. Ces observations rejoignaient pour beaucoup les constats empiriques des participant·e·s. En novembre, notre première rencontre via zoom fut consacrée à la présentation de #MOICMOI par Promotion santé Valais. Il s'agit d'une approche globale de promotion de la santé psychique des adolescent·e·s, basée sur les compétences psychosociales. Elle vise à soutenir le développement de leur identité en favorisant une image de soi positive et une saine estime de soi avec un focus sur l'image corporelle.

Plateforme Prisons

Coordination: *Nicolas Peigné, Service de la Médecine*

Pénitentiaire, Genève, et Georges Gottignies, Fondation du Levant, Lausanne, Françoise Genillod-Villard, Fondation des Oliviers, Lausanne

Un début d'année prometteur avec l'organisation d'une demi-journée de réflexion: «construire ensemble la santé en prison de demain» qui a réuni des acteurs tant du milieu pénitentiaire, du milieu sanitaire que du milieu social. Puis une pandémie mondiale... la Plateforme Prisons a clairement souffert de ces deux vagues successives. Aucun café-pro n'a été organisé en 2020; faute de temps et de ressources chacun d'entre nous étant occupé à une gestion de terrain dans son lieu d'exercice professionnel. 2020 aurait dû être consacrée à l'analyse des débats de la demi-journée du début d'année, axés principalement sur l'idée d'une meilleure collaboration interdisciplinaire, ainsi qu'à l'élaboration de recommandations en la matière. Cela n'a pas été possible. Par contre, en guise de synthèse, Mélody Bozinova a rédigé une proposition d'article (cosigné par les coordinateurs·trices de la plateforme et avec le soutien du GREA) à destination de la revue internationale «Addictions» et intitulé: «L'interdisciplinarité dans la prise en charge des conduites addictives en milieu pénitentiaire».

Plateforme Réduction des Risques

Coordination: *Thibaut Terrettaz, Rel'ier / Fondation Le Relais, Lausanne*

Durant cette année, les échanges ont concerné le développement d'un manuel numérique qui pourrait être en partie accessible sur le darkweb pour les usagers·ères et les substances. À ce titre, l'Office fédéral de la santé publique a été contacté et a répondu favorablement à un accord de soutien. Dans une perspective de diffusion nationale, le site devra, dans un premier temps, être accessible dans les deux premières langues nationales. Il a également été question de réaliser des entretiens avec les usagers·ères afin de s'appuyer et d'analyser leurs expériences comme Psychoaktiv — ASUD.

Des discussions ont également eu lieu sur la collaboration avec la police, en vue d'une grande journée romande SuPo, qui aura lieu sur ce thème en 2022. La police est une autre catégorie d'acteur qui propose d'autres types de ressources comme l'analyse de substances et les alertes. La plateforme a permis des échanges et de comparer les usages à travers les différents cantons romands.

Plateforme Travail Social Hors-Murs (TSHM)

Coordination: *Pascal Jungo, REPER, Villars-sur-Glâne et Christel Richoz, REPER, Romont*

La plateforme s'est réunie six fois en 2020, dont deux en présentiel. Avec la crise sanitaire liée à la Covid-19, les échanges se sont faits sur les observations et les actions mises en place en Romandie: ceux-ci concernaient le positionnement sur le terrain des TSHM parmi les acteurs·trices de première ligne et les difficultés de maintenir le lien avec leurs publics cibles. Une synthèse des réalités de terrain a été rédigée par les TSHM afin d'être diffusée au niveau international par le réseau Dynamo. La thématique de la violence a aussi été le sujet de deux séances, incluant la question des jeunes. L'année s'est clôturée par une séance portant sur un échange des mesures sanitaires différentes des cantons et leurs conséquences auprès des publics concernés. Suite à la crise socio-sanitaire, le rapprochement avec les collègues TSHM suisses alémaniques ainsi que la diffusion de la cartographie des postes et dispositifs TSHM existant à l'échelle latine n'ont pas pu être traités. Quant à la mise en place de la formation continue, celle-ci s'est vue repoussée à 2021. Durant le deuxième semestre, des représentant·e-s de la PF ont participé à un webinaire international organisé par Dynamo portant sur les enfants en situation de rue. La coordination de la plateforme a été reprise par Arnaud Favre (Conth'act) et Anthony Richard (Espace prévention la côte) en fin d'année 2020.

Plateforme Usagers

Coordination: *Ex-vice coordinateur Philippe Poirson, Sovape, Genève*

Née en 2017, la Plateforme Usagers était restée une frêle embarcation. Le bénévolat des participant·e-s, souvent dans des situations économiques et de santé tendues, a probablement été un des freins à sa pérennité. Le GREA a donné cette opportunité magnifique d'échanger. Mais hors de la PF, la reconnaissance sociale des activités bénévoles de ses membres est restée difficile et faible, quand elles ne rencontraient pas mépris et hostilité ouverte. Année difficile pour tous, la situation pandémique de 2020 a fini de démantibuler la plateforme. Un projet de plateforme serait à reprendre avec des forces nouvelles. Participant enthousiaste de la Plateforme

Usagers, Boris Jeanmaire est décédé et nous tenons ici à lui rendre un dernier hommage. Nos pensées accompagnent ses proches.

Coordination interplateformes

Coordination: *Marie Cornut, m.cornut@grea.ch GREA, Lausanne*

Les coordinatrices et coordinateurs des plateformes du GREA ont été invités à se réunir comme chaque année lors d'une séance permettant de faire le point sur le bon fonctionnement des plateformes. Les plateformes sont des lieux d'échanges interdisciplinaires privilégiés pour les professionnel·le-s du réseau. En 2020, les rencontres ont souvent dû être transposées en ligne, mais le GREA a assuré au mieux le lien entre le secrétariat et les plateformes. Si l'année qui vient de s'écouler n'a pas été propice à l'organisation d'une journée interplateformes pour renforcer les liens entre les plateformes elles-mêmes, ce fut l'occasion toutefois d'échanger sur les thématiques souhaitées pour cet événement en vue de le concrétiser entre 2021 et 2022.

La recherche dans le domaine des addictions aujourd'hui. Entretien avec Sandro Cattacin.

Professeur ordinaire au Département de sociologie de l'Université de Genève.



Quel regard porter aujourd'hui en matière de recherche dans le champ des addictions ?

Il me semble que l'on peut parler d'une généralisation de l'approche de réduction des risques, avec l'idée qu'entre addiction problématique et non problématique, il y a une frontière qui devient de moins en moins claire. On abandonne la conception de l'intervention à visée réparatrice, au profit de celle du maintien ou des petits pas. Je pense que ce sont des thèmes qui sont présents aussi bien dans les recherches actuelles sur les addictions que dans d'autres disciplines, notamment médicales et sociales. C'est pareil dans la pratique, avec des expériences qui ne vont plus uniquement dans le sens de l'abstinence, mais de l'idée de pouvoir vivre avec une consommation contrôlée. Alcochoix en est l'exemple pour l'alcool, qui incarne une relativisation extrêmement importante de ce qui est le regard noir et blanc que l'on avait sur les consommations.

Un autre exemple de ce *blurring of borders* concerne surtout la question du «vivre avec», soit vivre avec des drogues et même des addictions sans avoir besoin de

soutien professionnel. La discussion sur les combinaisons de consommations de drogues et comment faire pour qu'elles soient le moins dangereuses possibles relève aussi d'une connaissance publique, notamment dans certains groupes qui partagent leurs informations et expériences surtout dans les médias sociaux. Ces derniers ont quelque part réussi à éliminer, si on peut le dire ainsi, des médiateur-trices dont on avait besoin avant pour discuter et partager des informations, que cela soit la ou le journaliste ou la ou le spécialiste des drogues qui explique aux gens comment il faut consommer. Le savoir issu de la pratique est tellement plus différencié et facile à partager que le savoir des professionnel-le-s aujourd'hui qu'il y a un retournement du gap : ce n'est plus le ou la spécialiste qui raconte comment marche la société, mais c'est la société avec mille voix qui submergent les spécialistes d'informations et qui les obligent à trier ce qu'ils peuvent encore dire de nouveau, ou à ordonner ces informations afin de leur donner du sens.

Peut-on encore parler de «recherche sur les addictions»? Est-ce que cela a encore du sens ?

La question est : peut-on encore être spécialiste de quelque chose ? Il s'agit d'un doute que l'on a dans tous les domaines de la recherche. Mais, il y a un problème qui dérive directement de cette explosion de compétences et de savoirs dans la population elle-même. Il faut être beaucoup plus près des personnes, les écouter, interpréter avec elles ce que l'on est en train de faire et introduire une logique de recherche participative. Nous ne pouvons plus nous contenter de demander aux gens ce qu'ils en pensent. Il faut créer de nouvelles méthodes qui leur donnent vraiment du poids dans le processus de production et d'interprétation des données.

Par exemple ?

Actuellement on mène une recherche sur le vécu par rapport à cette période de Covid-19 et on apprend, dans ce cas-là à des jeunes, à faire des analyses d'eux-mêmes.

On appelle cela techniquement de l'«auto-ethnographie», mais déjà dans le terme on voit toutes les ambivalences: celui qui te raconte l'histoire est le spécialiste de sa propre histoire. A l'évidence c'est le seul qui est capable d'expliquer son histoire. Donc, on demande aux gens de nous raconter leur histoire mais aussi de se décentrer, c'est-à-dire d'essayer d'expliquer pourquoi cela s'est passé comme cela. Il y a une interprétation de cette réalité et, selon les cas, cela peut devenir des textes avec une qualité scientifique crédible.

Quels apports les sciences sociales peuvent-elles avoir en termes de méthodes pour ce projet de travailler avec les gens concernés, non pas «sur» mais «avec» eux ?

Paradoxalement, nous éprouvons plus de difficultés, en comparaison avec d'autres disciplines plus pragmatiques, à introduire des logiques participatives dans nos démarches. Je pense que l'explication majeure est que l'on a tellement lutté afin d'être crédibles en sciences sociales que l'on a l'impression que cela nous décrédibilise à nouveau. Dans notre domaine, ces réflexions sont arrivées un peu plus tard, mais néanmoins avec l'envie de faire particulièrement bien, notamment à travers la recherche transdisciplinaire où les deux pôles – société et sciences sociales – interviennent dans la production de savoir.

Quelles conséquences pour les professionnel-le-s des addictions ?

Comprendre la société, cela peut aussi se décliner au niveau de la compréhension de l'individu. Cela signifie qu'il faut entrer dans les biographies, développer ensemble des choix thérapeutiques pour augmenter la qualité. Du coup la participation est la principale clé du succès thérapeutique. On parle depuis pas mal de temps de ce type de révolution, vers un système médical plus orienté vers les biographies. Mais elle a lieu maintenant, parce qu'il n'y a plus d'autres possibilités d'avancer. Il faut écouter sinon le risque de faire des erreurs dans le choix thérapeutique augmente. Par exemple, dans une recherche récente sur la prise en charge par le système sanitaire des maladies chroniques, on a très bien vu qu'il est possible de gérer ce type de situations si on demande en fait d'abord aux personnes qui ont le problème ce qu'elles proposent de faire.

Dès qu'il y a des relations classiques, soit hiérarchiques et asymétriques, on peut être relativement sûrs que

le choix thérapeutique ne sera pas adapté, que les patient·e·s changent de médecin, changent de lieu de la thérapie, et en tous cas, perd leur confiance dans le système. Cette capacité discursive et participative devient ainsi fondamentale pour avancer. Je dirais même que cette expérience du Covid-19 nous démontre que nous aurions dû renforcer les logiques participatives dès le début pour éviter le désastre actuel, du point de vue de la légitimation des choix politiques, et de la critique de décisions dont on ne comprend absolument pas pourquoi elles sont prises. On a beaucoup écouté l'économie et les épidémiologues, mais nous avons complètement oublié que les technocrates ont très peu de crédibilité dans notre société. Si on veut aujourd'hui implémenter quelque chose, il n'est plus possible d'utiliser le monopole de la force coercitive de l'Etat. La seule chose qu'il peut faire, c'est persuader, expliquer, et pour être compris et compréhensible, cette persuasion doit passer par la collaboration et l'implication des personnes concernées, des organisations issues de la société civile.

Lorsqu'il y a des positions asymétriques dans l'espace social, ce mouvement de citizenship participation ne deviendrait-il pas encore d'avantage nécessaire? Notamment lorsque l'on a affaire à des problématiques touchant à la morale, comme l'addiction ?

S'engager dans les sciences sociales, cela signifie clairement pour moi que ce que l'on fait doit contribuer à une démocratisation de la société, c'est-à-dire plus de participation d'un côté et défense des positions les plus fragiles.

Et quand il y a des questions morales ou des questions d'illégalité, on est dans des situations compliquées. Il est plus simple de travailler sur des jeunes couples qui allaitent leur enfant avec du lait artificiel, plutôt que sur des questions de prostitution. La grande question pour nous, en tant qu'enseignants-chercheurs, est comment faire afin que les préjugés ne deviennent pas plus importants que la recherche elle-même, donc il y a tout un travail d'objectivation de ces subjectivités qui commence à faire partie de la méthodologie, pour permettre aussi de découvrir des choses qui ne sont pas forcément prévues à la base.

Ceci dit, le GREA faudrait appuyer l'idée que la recherche ne se fait plus d'une manière asymétrique, mais que toute recherche doit avoir un concept

de participation crédible. Vous avez le pouvoir de conscientiser sur ce point. Et pourquoi c'est si important? Je suis fondamentalement convaincu qu'une recherche qui n'est pas participative est une mauvaise recherche du point de vue des résultats.

**La recherche doit-elle se cantonner à l'université ?
Quel rôle pour un organisme comme le GREA ?**

On sait que notre recherche s'améliore, nos résultats sont nettement meilleurs quand on entre dans des logiques de collaboration, de participation, d'échange, de co-interprétation que si on ne le fait pas. Il faut juste être conscients que la recherche que l'on peut faire a des limites qui sont liées à la liberté que l'on a et qui est celle des financements, des mandats, des contrats. A l'université on ne peut pas signer de contrats sans qu'il n'y ait une clause qui stipule que tout ce qui est élaboré dans la recherche appartient aussi au chercheur-ses et à l'université.

Pour ce qui est de la recherche au GREA, oui absolument, il faut la faire, il faut la pousser, il faut chercher des alliés pour avoir un réseau de chercheur-ses dans lequel chacun-e peut contribuer avec ses compétences, avec ses temporalités ; je pense que c'est la chose qui renforcerait le plus la recherche. La concurrence c'est bien, mais la coopération c'est beaucoup mieux. En Suisse, on est trop petits pour se concurrencer l'un l'autre.

Le GREA propose des formations dans le domaine des addictions depuis plus d'une vingtaine d'années en partenariat avec la confédération. Les formations sont centrées sur la pratique et privilégient l'interdisciplinarité. Le GREA est certifié eduqua. Les formations GREA ont été fortement impactées par les mesures liées à la pandémie de Covid-19. Le semi-confinement de mars à juin et de novembre et décembre a marqué l'arrêt du présentiel quand il ne provoquait pas une annulation pure et simple. Cela fut une année très chahutée en matière d'organisation. La volonté de tenter de maintenir des espaces de formation a contraint le secrétariat à faire preuve d'une souplesse hors du commun. En effet, les changements rapides de règles sanitaires et la difficulté de lisibilité sur le long terme nous ont souvent obligés à des adaptations fréquentes. Néanmoins, plusieurs formations ont tout de même pu avoir lieu pendant cette période.

Coordination: *Lydia Schneider*

Formations réalisées en 2020

- Prise en charge de la personne en situation d'overdose et gestes de premiers secours
- Introduction à l'IGT (à deux reprises)
- Mes choix alcool et cannabis
- La gestion des écrans et relation aux autres
- Formation de base en addictions
- Usage des écrans: guide d'accompagnement pour les professionnel·le-s et pistes d'intervention (à deux reprises)
- Prévention de la rechute (MBRP) – résidentiel
- Réduction des risques: principes et actions
- Formation handicap et addictions
- Accompagner un processus AI
- Comprendre et travailler avec des adolescent·e-s consommateur·trice-s

Ces formations se sont adressées en 2020 à un total de 112 apprenant·e-s.

Interventions dans des cursus de formation

Le GREA a participé à plusieurs formations dans d'autres lieux scolaires ou de formation. Cette transmission des connaissances et des concepts que notre association professionnelle porte a été effectuée soit en présentiel, soit par visioconférence.

- CAS interdisciplinaire en addictions, Fordd, Lausanne
- Diplôme ES d'éducateur·trice social·e, ESSIL, Lausanne (à deux reprises)
- Master en travail social, HETSL, Lausanne (addictions et vieillissement).

Formations sur mesure

Des demandes nous parviennent pour des formations sur des thématiques spécifiques. Les institutions, associations, écoles prennent contact et, après une définition des besoins, des compétences à acquérir, le GREA organise ces formations sur mesure. En 2020, 6 formations sur mesure ont eu lieu sur les thèmes suivants:

- Prise en charge de l'utilisateur·ère en situation d'overdose et gestes de premier secours (à trois reprises) dont deux en milieu carcéral
- Mes Choix alcool et cannabis (à trois reprises)

Journées publiques

Une rencontre sur la santé en prison a eu lieu le 30 janvier 2020.

Open Workshops

Les «Open Workshops» sont une nouvelle offre gratuite que le GREA a instaurée durant la crise sanitaire pour pallier, notamment, au manque de contacts alors que le besoin pour échanger était encore plus vivace. Ce sont des moments de partage, et aussi d'apprentissage, en ligne à la croisée de la recherche et de la pratique autour de thèmes choisis pour leur transversalité. En 2020, trois ateliers ont été organisés qui ont rassemblé 156 personnes (une moyenne de 50 personnes par workshop).

- 4 décembre 2020: Le résidentiel est-il soluble dans le rétablissement?
- 20 octobre 2020: Assurance-invalidité et addictions: quelles opportunités pour l'avenir?
- 12 juin 2020: Les drogues illégales au temps du Covid-19: observations et impacts.

Les projets sont des activités impulsées au sein du GREA. Elles proviennent par exemple de réflexions internes au Comité, de problématiques issues du terrain ou de ses plateformes ou encore de collaborations avec des partenaires suisses ou internationaux. Ces projets peuvent parfois bénéficier de soutiens des pouvoirs publics qui reconnaissent en eux des plus-values à une problématique donnée.

Brochure Nightlife

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

Le Nightlife réunit les pratiques diverses d'intervention en matière de prévention et de réduction des risques en milieu festif. Il met l'accent sur la santé et les droits humains. La Brochure Nightlife se propose de donner des clés de compréhension sur l'intervention de prévention et de réduction des risques en milieu festif nocturne en Suisse romande. Initiée en 2016 par la Plateforme Nightlife du GREA sur les bases et les expériences issues du terrain, elle se destine à mettre en évidence d'une part le sens et les valeurs de l'intervention et d'autre part les ressources existantes. La pandémie qui a surgi en 2020 a mis un coup de frein aux interventions Nightlife, en raison de la baisse drastique des événements festifs, et par là même obligé ses rédacteurs à repenser le contenu en intégrant les changements de pratiques.

Collaboration Handicap et Addictions (CHA)

Contact: Romain Bach, r.bach@grea.ch

Le projet CHA a bénéficié du soutien de Promotion santé Suisse et de l'Office fédéral de la Santé Publique pour ses activités en 2020. La plateforme qui accompagne le projet a mené des travaux de fond thématique afin de préparer l'écriture d'une charte handicap et addiction et les échanges interdisciplinaires ont renforcé la création d'une culture commune aux deux domaines. Deux outils développés par l'institution néerlandaise Tactus ont été traduits: le SUMID-Q et le MDA (Moins de Drogues et d'Alcool). Ces outils permettent de repérer et d'accompagner des personnes qui connaissent des déficiences intellectuelles légères ainsi que des problématiques de consommation. En vue de leur diffusion, un pool de formateurs et de formatrices a été constitué. Des premiers travaux pilotes sur le terrain se feront auprès des HUG, d'Aigues-Vertes et d'Argos.

Dry January

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

Le Dry January est une campagne de prévention alcool internationale qui invite à l'abstinence pendant le mois de janvier. Originaire du Royaume-Uni, elle est organisée pour la première fois en Suisse en janvier 2021 par trois initiateurs: le GREA (et la Croix-Bleue romande pour la Suisse romande), la Croix-Bleue Suisse et Staatslabor. Le GREA, chef de projet et coordinateur en Suisse romande pour le réseau des addictions, s'est beaucoup investi dans l'étape de préparation qui a commencé à la rentrée estivale. Cette phase exigeante, en raison des délais très courts, a néanmoins porté ses fruits. Le 7 décembre, la campagne est lancée autour d'un site internet, d'une newsletter, d'une présence forte sur les réseaux sociaux, de la participation d'influenceurs et de la mise à disposition gratuite de l'app Try Dry. En Suisse romande, le GREA, la Croix-Bleue romande, Promotion santé Valais pour l'ancrage terrain, le CHUV pour l'aspect clinique, ont présenté le Dry January en conférence de presse. Très vite, les médias ont montré un intérêt croissant pour l'expérience, intérêt partagé par la population. Au tournant de l'année, la newsletter avait déjà enregistré plus de 3'000 abonnements, presque autant sur l'application Try Dry.

Journée/semaine alcool

Contact: Marie Cornut, m.cornut@grea.ch

La Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool a eu lieu le 24 septembre 2020. Des actions de sensibilisation ont été menées en Suisse alémanique et en Suisse romande pour briser le tabou qui entoure certains aspects de la consommation d'alcool et pour déstigmatiser la dépendance à l'alcool. Cette journée est organisée par le GREA, le Fachverband Sucht et Ingrado, ainsi que par Addiction Suisse, la Croix-Bleue, la Société Suisse de médecine de l'addiction (SSAM) et les Alcooliques Anonymes (AA). Elle est soutenue financièrement par le Fonds national de prévention des problèmes liés à l'alcool. Les actrices et acteurs

impliqué·e·s se sont également réuni·e·s en ligne à plusieurs reprises en 2020 au sein d'un consortium visant à piloter la suite des actions de sensibilisation alcool.

Mes Choix

Contact: Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch

Le programme MesChoix est entré dans une nouvelle phase de renforcement des offres MesChoix. Après Alcochoix+ ou MesChoix cannabis, 2020 aura vu l'arrivée en Suisse du programme MesChoix Jeu, le troisième volet de la série. Par ailleurs, une première formation de formatrices et formateurs pour l'Europe a été organisée à Paris en septembre 2020. Last but not least, le développement d'une offre intégrée sur internet a occupé le CIFA (regroupement des partenaires de MesChoix), grâce à la dynamique de coordination de nos amis québécois. L'intérêt de mener ce chantier au niveau francophone se confirme chaque jour, grâce aux économies d'échelle obtenues et aux échanges d'expériences.

Projet Mutations et Évolutions du résidentiel

Contact: Jean Clot, j.clot@grea.ch

Le GREA mène une étude visant à analyser le rôle du résidentiel dans le domaine des addictions. Les travaux de récolte d'informations, d'analyse et de rédaction se sont déroulés auprès des trois publics cibles de la recherche: les personnes concernées, les professionnel·le·s du domaine ainsi que les partenaires du réseau. Le travail a combiné des méthodes diverses (questionnaires, entretiens groupaux, groupes focaux, entretiens individuels, etc.) afin de rassembler un riche matériel pour la finalisation de la rédaction et constituer une solide base pour la suite des travaux. Le projet est piloté par la Plateforme des Fonctions dirigeantes avec le soutien des institutions membres de la plateforme, de la CRIAD, ainsi que l'Association des Œuvres d'utilité publique du district de Courtelary.

SafeConso

Contact: Nicolas Pythoud, n.pythoud@grea.ch

C'est dans le contexte de la pandémie Covid-19 et des mesures de confinement décidées par le Conseil fédéral le 16 mars que l'idée qu'un projet

de réduction des risques par poste (RDRPP) sur le modèle de l'association française «Safe» est lancé après consultation des structures de réduction des risques de Suisse romande. L'association RDRPP s'est donné pour but d'offrir un accès le plus large possible aux moyens et aux structures de réduction des risques. Pour atteindre ce but, elle a mis en place, avec le soutien opérationnel du GREA, une centrale de commande de matériel par poste avec consultation téléphonique, pour soulager les problèmes d'accès aux structures habituelles durant les périodes de semi-confinement liées à la Covid-19.

Après une première période pilote le premier semestre, l'offre a été adaptée et le site internet «SafeConso.ch» lui a rapidement emboîté le pas. Cet essai aura démontré la capacité à organiser rapidement ce genre de services, qui pourrait être amené dans le futur à jouer un rôle important. Cependant, cette offre n'a pas démontré l'existence d'une demande soutenue en 2020, avec 840 seringues stériles remises. Cela pourrait être un signe de l'efficacité du réseau de réduction des risques en Suisse romande.

Les mandats sont des actions que les institutions ou les pouvoirs publics confient au GREA. Ils permettent de mieux associer les professionnels à la mise en œuvre des politiques publiques et favorisent un échange collaboratif entre les pouvoirs publics et les institutions.

Addictions comportementales

Mandat: OFSP

Contact: *Christophe Kurdi, c.kurdi@grea.ch*

En collaboration avec Addiction Suisse, le GREA conduit avec l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) une étude visant à: 1) identifier les meilleurs instruments de mesure (échelles) pour six comportements potentiellement addictifs; 2) établir les prévalences; 3) produire une terminologie consensuelle et 4) identifier les lacunes de la recherche y relative. Ce projet devrait déboucher, à terme, sur une amélioration du monitoring national des addictions (élargissement des domaines et meilleure comparabilité internationale). Il ambitionne également de trouver un consensus sur les termes à utiliser pour ces questions.

Analyse SuPo 2022

Contact: *Jean Clot, j.clot@grea.ch*

Dans le cadre du projet de collaboration entre le domaine des addictions et la police CoP/SuPo, dirigé conjointement par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et l'Office fédéral de la police (fedpol), une rencontre régionale sera organisée à Lausanne en 2022. C'est dans ce contexte que le GREA a été mandaté pour fournir des bases empiriques pour les discussions autour des enjeux de collaboration entre ces deux champs professionnels en Suisse romande. Un rapport a été rendu afin de mettre en évidence des thématiques prioritaires et proposer des pistes de réflexion.

CRIAD – Coordination Romande des Institutions et organisations œuvrant dans le domaine des Addictions

Contact: *Romain Bach, r.bach@grea.ch*

2020 a marqué la première année du nouveau contrat de prestations, avec la réalisation de premières prestations de la faitière ainsi que la structuration de sa gouvernance avec la constitution de commissions «prestations faitières» et «stratégique». La situation sanitaire a posé d'importants défis sur le terrain, demandant aux institutions de se renouveler dans leur

accompagnement. La CRIAD a salué l'engagement important des équipes pour s'adapter à la situation sur le terrain et l'a défendue auprès de l'OFAS. Cette dernière a pris acte de l'impact de la crise et va verser l'entier de la subvention 2021 et 2022 aux organisations subventionnées par l'article 74.

E-Games: Recherche sur les jeux de hasard et d'argent en ligne (JHAL)

Mandat: PILDJ

Contact: *Christophe Kurdi, c.kurdi@grea.ch*

Un premier rapport de recherche, produit en collaboration avec Addiction Suisse, a été publié courant 2020. Il comportait: a) un portrait quantitatif des comportements de jeux d'argent en ligne; b) une description qualitative des pratiques de jeux en ligne; c) un résumé prospectif des enjeux liés aux jeux vidéo «Free-to-Play» (F2P) dont le modèle économique est basé sur des formes d'achat durant le jeu qui s'apparente aux jeux de hasard et d'argent. Sa publication a débouché sur une conférence de presse qui a eu un large écho. Plusieurs factsheets ont été traduites et diffusées en Suisse alémanique. Cette recherche a permis un enrichissement de la réflexion autour de l'avant-projet de loi fédérale sur la protection des mineurs en matière de films et de jeux vidéo (LPMFJ).

FORDD – Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

Mandat: FORDD

Contact: *Lydia Schneider, l.schneider@grea.ch*

La FORDD propose deux formations post-grades HES-SO: un certificat – CAS interdisciplinaire en addictions – et un diplôme – DAS en addictions. Ces formations qualifiantes et professionnalisantes sont à disposition du réseau suisse romand. Malgré les difficultés liées à la pandémie – report en automne d'une partie du Module 3 et réorganisation du Module 4 – la formation s'est terminée, grâce à la flexibilité des intervenants et des étudiants, en octobre 2020.

Le CAS interprofessionnel en addictions 2019-2020 (douzième volée) a accueilli 27 étudiant-e-s. 15 d'entre eux ont finalisé leur certificat. 12 personnes ont effectué des modules isolés; 3 parmi elles devront finaliser uniquement quelques jours et passer la validation du Module 3.

Hyperconnectivité — guide APAN

Mandat: OFSP

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

Mené en étroite collaboration entre le GREA et le Fachverband Sucht, le troisième mandat de l'OFSP «Cyberaddiction en Suisse» a réalisé le troisième et dernier rapport de la situation qui dresse un état des lieux de l'hyperconnectivité en Suisse et propose des recommandations. Une meilleure considération transversale de l'usage des écrans ainsi qu'un renforcement de la formation des professionnel-le-s y figurent en tête. C'est dans ce cadre que le GREA a réalisé le guide APAN, un concept pour soutenir les professionnel-le-s qui reçoivent des parents ou des proches de jeunes consommateurs d'écrans. Sorti de presse au printemps 2020, le guide se présente sur quatre pages et se divise en trois volets: l'introduction sur l'usage des écrans dans les familles, un schéma descriptif des étapes de consommation pour avant-pendant -après-narration et une liste de questions pouvant jouer le rôle de fil conducteur à un entretien. Le guide a reçu très vite un accueil positif tant pour son design simple que pour la pertinence de son approche, non stigmatisante et non normative. Le guide APAN a donné lieu à deux formations durant l'automne 2020.

Intervention Précoce (IP)

Mandat: OFSP

Contact: Marie Cornut, m.cornut@grea.ch

Avec le soutien de l'OFSP, le GREA a poursuivi tout au long de l'année 2020 son projet d'enrichissement du modèle d'Intervention Précoce (IP) dans le but d'y intégrer les principes promus par la nouvelle stratégie addiction ainsi que ceux édictés dans la charte d'Olten visant à élargir les publics cibles concernés par l'IP. Dans ce cadre, des expériences ont été récoltées auprès des professionnel-le-s suisses ainsi qu'auprès de nos partenaires francophones pour nourrir le contenu d'un nouveau site internet dédié à l'IP et offrant de nombreuses ressources. Ce projet est mené en collaboration avec un groupe d'accompagnement

réuni à deux reprises en 2020. Le GREA a également œuvré dans le cadre d'un mandat avec RADIX sur l'Intervention Précoce par les pairs dans les écoles professionnelles. Il a organisé une rencontre interprofessionnelle en ligne pour valoriser les pratiques existantes en la matière et ouvrir la discussion sur les enjeux de l'IP dans ce contexte particulier que sont les lieux de formation des jeunes adultes. Enfin, comme chaque année, le GREA est intervenu dans les écoles sociales pour diffuser l'IP auprès des étudiant-e-s.

Du PNA aux Stratégies Addictions et MNT

Mandat: OFSP

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

Après le Programme National Alcool (PNA) qui a lié le GREA à l'OFSP entre 2008 et 2018, le GREA est entré le 1er avril 2018 de plain-pied dans les Stratégies Addictions et Maladies Non Transmissibles (MNT). 2020 est la deuxième année pleine de ce nouveau petit mandat portant sur la diffusion d'informations et de bonnes pratiques. Il vise prioritairement à soutenir les cantons dans leur coordination et mise en œuvre de leurs actions de prévention en lien avec les MNT et les addictions. Dans ce cadre, citons la Newsletter «Dans les cantons» que le GREA réalise quatre fois par année et qui fait la part belle aux actualités cantonales et intercantionales sur des sujets aussi divers que la promotion de la santé, les addictions, les phases de la vie ou encore les quatre piliers. Un monitoring alcool et tabac renseigne pour sa part sur les modifications ou nouvelles bases législatives en la matière dans les cantons latins. Ces indications sont reportées sur le site de l'OFSP.

PILDJ - Programme intercantional de lutte contre la dépendance au jeu

Mandat: CLASS

Contact: Camille Robert, c.robert@grea.ch

Les manifestations, conférences et autres événements grand public ayant été rendus impossibles en 2020, les activités du PILDJ ont également été impactées par la crise sanitaire. Mais cette période a également su bénéficier au programme, puisque l'année 2020 a été placée sous le signe de la recherche et des projets de grande envergure (voir notamment le point sur la recherche e-Games). Formation, prévention

pour les jeunes, ligne téléphonique nationale sont quelques projets ambitieux qui ont vu le jour en 2020 et qui déboucheront prochainement sur de nouvelles prestations concrètes et de qualité.

Prévention Intercantonale Alcool (PIA)

Mandat: OFSP

Contact: Marie Cornut, m.cornut@grea.ch

Le PIA, initié en 2017, s'est poursuivi en 2020 au sein du groupe de travail intercantonal coordonné conjointement par la Commission de Prévention et de Promotion Santé (CPPS) et le GREA. Dans ce cadre, le GREA a réalisé un contenu théorique et pratique visant à sensibiliser les professionnel-le-s en leur permettant de développer une attention plus fine aux enjeux du repérage et de l'accompagnement des adultes âgé-e-s qui consomment de l'alcool de manière problématique, notamment lorsqu'il est question d'interaction entre alcool et médicaments. Une première demi-journée de sensibilisation a eu lieu dans le canton du Jura en février 2020. Elle a été donnée par Addiction Jura auprès d'une trentaine de participant-e-s issu-e-s des domaines de l'accompagnement des seniors: personnel œuvrant dans les soins à domicile, dans les EMS et dans les soins hospitaliers. Les supports de cours sont maintenant à disposition des cantons romands qui peuvent les utiliser lorsqu'ils souhaiteront sensibiliser les actrices et acteurs concerné-e-s. Le PIA a aussi été l'occasion de développer un cadre commun en matière de valeurs éthiques et de principes d'actions auprès des seniors confrontés à des consommations problématiques d'alcool, ainsi qu'une FAQ résumant les points clés de la thématique. Ce projet est maintenant terminé.

Prise en compte des TUS dans les soins palliatifs, la démence et la psychiatrie

Mandat: OFSP

Contact: Christophe Kurdi, c.kurdi@grea.ch

L'unité politique de santé de l'OFSP a mandaté le GREA pour conduire une étude sur les troubles de l'usage de substances (TUS) dans le cadre des politiques publiques en matière de soins palliatifs, démences et psychiatrie. Ce projet s'inscrit dans la volonté de la Confédération d'améliorer l'«égalité des chances» des usagères et usagers de drogues et de leurs proches.

Recherche sur les distributeurs de loterie électronique et le jeu excessif

Mandat: PILDJ

Contact: Camille Robert, c.robert@grea.ch

Les loteries électroniques (auparavant Tactilos) sont présentes en Suisse romande depuis une vingtaine d'année, mais aucune recherche n'a été menée pour connaître leur potentiel de dangerosité. Le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) a mandaté le Centre du jeu excessif (CJE) et le GREA afin d'effectuer une synthèse des connaissances actuelles sur ces dispositifs et de documenter les problèmes qui y sont liés.

Celle-ci s'articule autour de quatre axes thématiques: 1) revue de la littérature; 2) analyse quantitative des demandes d'aide; 3) entretiens de joueurs excessifs; 4) analyse géospatiale de la répartition de l'offre sur le territoire romand.

Revue de la littérature sur la cigarette et la vaporette en prison

Mandat: un canton romand

Contact: Christophe Al Kurdi, c.kurdi@grea.ch

Initiée par la demande d'un canton romand, cette revue de la littérature intitulée «Fumée en milieu carcéral: Revue narrative de la littérature sur le tabac en prison, son interdiction et l'utilisation de la vape» s'articule autour de trois thématiques: 1) Le tabac en prison (prévalence du tabagisme, effets sur la santé et usage social du tabac); 2) Les prisons sans fumée (pays concernés, effets de l'interdiction, problèmes engendrés, facteurs de réussites); 3) La vape (comme moyen de réduction des risques). Elle est complétée par le survol de cinq projets suisses et se conclut sur quelques recommandations à l'attention du réseau professionnel et des autorités politiques.

RIL - Rencontre Intercantonale Latine

Mandat: OFSP

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

Les Rencontres Intercantonales Latines ont été introduites avec l'entrée en vigueur des Stratégies MNT (maladies non transmissibles) et Addictions pour réunir, une fois par année, les professionnel-le-s sociosanitaires et des addictions autour d'une thématique centrale. Après la RIL 2019 «Accompagner

LES MANDATS

les seniors dans une perspective de promotion de la santé», les porteurs de projet – OFSP, la CDS, l'AFD et Promotion Santé Suisse – ont choisi de décliner le thème des écrans pour la RIL 2020: usages problématiques, écrans et questions de genres, égalité des chances, prévention dans les écoles et approches avec les parents. La RIL devait se tenir le 6 mai 2020 mais en raison de la pandémie et des nombreuses incertitudes qui pesaient sur l'évolution de la situation sanitaire, elle a dû être reportée à 2021. Dans l'esprit de réduire au maximum les contacts, les porteurs de projets et le GREA ont décidé de l'organiser en ligne le 15 mars 2021, maintenant une conférence plénière et quatre ateliers pour favoriser les échanges.

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

Site internet

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

Lors de l'année 2020, le site internet du GREA a été visité par 93 329 utilisatrices et utilisateurs uniques pour un total de 143 875 pages vues, soit une augmentation du nombre de visites de 14.16% par rapport à l'année 2019. Quasiment deux tiers des visites proviennent de Suisse (63,18%). Au niveau international, la France reste la deuxième source de visites (21,53%), devant le Canada et la Belgique (respectivement 2,81% et 2,02%).

Newsletter électronique

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

La Newsletter hebdomadaire du GREA est distribuée chaque vendredi après-midi. Composée des contenus polymorphes diffusés sur le site durant la semaine, elle renseigne sur les actualités du réseau et des addictions en général, les formations et l'agenda. Le nombre d'abonné-e-s se monte à 2'128 en décembre 2020, 74 de plus qu'en 2019. Ce qui est réjouissant toutefois, c'est qu'après s'être stabilisée jusqu'en septembre avec une tendance à la baisse, l'audience a sensiblement augmenté durant les quatre derniers mois de l'année. L'inscription se fait sur le site du GREA.

Revue Dépendances

Contact: Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch

La revue Dépendances est publiée trois fois par année par le GREA et Addiction Suisse avec la collaboration de rédactrices et rédacteurs spécialisé-e-s dans leur domaine en fonction du thème choisi. La pandémie de Covid-19 a chamboulé l'agenda de parution.

En 2020, trois numéros ont été réalisés: le numéro 67 «Le pari du rétablissement» en avril et, en août, le numéro 68 «Face à la crise» consacré à la belle réactivité du réseau des professionnel-le-s qui, malgré l'urgence et les restrictions, a su trouver des solutions originales pour continuer à accueillir les usagères et usagers dans de bonnes conditions et à réaménager en conséquence le travail. Ce numéro a été mis en ligne gratuitement dès sa sortie. Le troisième numéro «Addiction et handicap» est sorti au début de l'année 2021. Unique en Suisse romande, la revue est offerte

aux membres du GREA. Elle est aussi disponible sur abonnement. La parution du dernier numéro déverrouille l'accès au numéro antérieur, téléchargeable gratuitement sur le site du GREA.

Addiction(s): Recherche et Pratique

Contact: Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch

La revue à dimension internationale est proposée par le GREA (CH), la Fédération Addiction (F), le RISQ (Québec), la Fedito (B) et, dernier arrivé en 2020, le Suchtverband Luetzeburg (LU). Chaque année depuis 2016, les professionnel-le-s de chaque pays déclinent une thématique favorisant le savoir, l'échange de pratiques et le réseautage dans l'espace francophone. En 2020, le 4e numéro «Santé – justice: ambiguïtés et bricolage» est l'occasion de mettre en avant les enjeux de la santé particulièrement en milieu carcéral. Réduction des risques, droits humains, approche médicale versus psychosociale ou encore la prise en charge sous contrainte apporte un éclairage expérientiel de la thématique. Chaque partenaire impliqué-e met la version électronique à disposition sur son site web et diffuse en partie à ses membres la version papier, gratuite pour ces derniers. La version en ligne est accessible dès sa sortie.

Réseaux sociaux

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

A l'été 2020, le GREA rejoint les réseaux sociaux. Il est présent sur Twitter, avec @GREAddictions, et sur LinkedIn. Miroirs du site internet, ces deux canaux semblent le mieux correspondre aux activités du GREA. D'une part, ses communications maison notamment sur le plan politique, ainsi que les actualités importantes dans le domaine, peuvent servir les médias actifs sur Twitter. Les personnes intéressées par la thématique et les autres associations des addictions sur Twitter peuvent également suivre le fil. LinkedIn en revanche se prête davantage au réseau des professionnels. Le GREA y publie en particulier les offres de formation, les journées comme l'AG, les workshops, ainsi que des contenus spécifiques tels que les éditos, des vidéos mais également les prises de positions et communiqués de presse. Après quelques mois du lancement, le compte Twitter affiche 360 followers et LinkedIn réunit 320 abonné-e-s. Quant à la chaîne Youtube, lancée en 2011, elle s'enrichit de vidéos et compte 225 followers.

Communiqués de presse et prises de position

Contact: Célestine Perissinotto, c.perissinotto@grea.ch

- 05.04.2020 Communiqué de presse sur le projet de réduction des risques à distance.
- 07.04.2020 COVID-19: liste des offres accessibles à distance.
- 27.05.2020 Jeux d'argent en ligne : une problématique en développement et des passerelles de plus en plus marquées avec les jeux vidéo.
- 19.06.2020 Casinos en ligne et protection des joueuses et joueurs: la Confédération fait-elle vraiment son travail ?
- 27.08.2020 Réponse à la stratégie du Fonds de prévention tabac.
- 31.08.2020 La Suisse doit se prémunir contre une augmentation des overdoses.
- 23.09.2020 Le Parlement est unanime : de nouvelles formes de réglementation du cannabis pourraient bientôt être étudiées.
- 04.11.2020 L'Oregon devient le premier État des USA à décriminaliser l'ensemble des drogues.
- 30.11.2020 Publication du rapport de synthèse du Groupe d'Experts Cyberaddiction 2018-2020.
- 03.12.2020 L'ONU fait la paix avec le cannabis
- 07.12.2020 Lancement du Dry January en Suisse romande.
- 28.12.2020 Compte à rebours du Dry January en Suisse.

POLITIQUE

Cannabis

Contact: Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch

La politique suisse en matière de cannabis est incontestablement le sujet en mouvement au niveau fédéral. Après le refus du Conseil fédéral d'accepter les projets pilotes proposés par les villes, une motion du parlement a invité celui-ci à une proposition de loi pour permettre ces essais d'avoir lieu. Ce processus a permis d'adopter une nouvelle proposition en septembre 2020, ouvrant la voie à des essais très encadrés. Bien que critique sur le très haut niveau de règles proposées par le Conseil fédéral, le GREA a soutenu tout du long le processus, tant au niveau parlementaire que médiatique.

Parallèlement à ce processus, le GREA a concentré son investissement sur Cannabis Consensus Schweiz. Cette large coalition regroupe des actrices et acteurs de la politique, des productrices et producteurs, ainsi que des consommatrices et consommateurs et de la santé. Le GREA représente la sensibilité sociosanitaire dans le comité. Durant les derniers mois de l'année 2020, le GREA a par ailleurs accueilli le secrétariat de cette association, remis ensuite à IG Hanf. L'objectif de ce groupe est de parvenir à une solution politique sur le cannabis, basé sur le modèle en 10 points proposé par le GREA, IG Hanf et des expert·e·s, aussi soutenu par la Commission fédérale (EKSF). Un chemin convaincant a finalement pu être trouvé en 2020, sous la forme d'une initiative parlementaire déposée par Heinz Siegenthaler, le 25 septembre 2020. Le GREA donne la priorité à cet objet, capable de trouver des équilibres politiques dès aujourd'hui, sans attendre le calendrier extrêmement prudent du Conseil fédéral.

Jeux d'argent

Contact: Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch

Le domaine des jeux d'argent est resté un sujet de préoccupations pour le GREA tout au long de l'année 2020. Après un long processus politique qui a abouti à la votation sur la nouvelle loi, le temps de la mise en œuvre commence. Le nouveau système repose sur un pouvoir important, sinon exclusif, des autorités de surveillance pour les casinos et les loteries. Ces autorités se doivent de rester dans une position neutre, et chaque partie au débat se doit donc de garantir la juste

représentation de ses intérêts. Au vu de la puissance de l'industrie des jeux, très bien connectés à tous les niveaux, le domaine sociosanitaire doit également rester mobilisé pour permettre une exécution équilibrée de la loi.

L'arrivée des jeux en ligne a malheureusement coïncidé avec la pandémie que nous connaissons, ainsi que les confinements qui en ont résulté. Ce fâcheux hasard a poussé les opérateurs à tout miser sur ces nouveaux canaux de distribution, avec des campagnes de promotion très agressives. Si cette pratique commerciale se comprend aisément d'un point de vue économique, le GREA a rappelé l'importance de respecter le cadre de protection accepté par le peuple, qui était censée proposer des garanties en la matière. Dans ce débat, le GREA demande aux autorités de surveillance de respecter les engagements pris lors de la votation populaire. Plusieurs interpellations parlementaires ont relayé ces préoccupations.

Jeux vidéo

Contact: Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch

En 2019, le Conseil fédéral proposait une nouvelle loi sur les jeux vidéo et le cinéma. Celle-ci vise à mieux protéger la jeunesse, par l'introduction d'une «co-régulation», entre État et industrie. Ce néologisme étrange vise à accréditer l'idée que l'industrie et l'État peuvent avoir les mêmes intérêts de protection de la population, ce qui est démenti dans tous les autres domaines. Le GREA soutient l'idée d'une collaboration, qui est parfois nécessaire. Par contre, les rôles doivent être clairs, ce qui n'est pas le cas ici. Conséquence de cette confusion, la seule mesure proposée par le Conseil fédéral pour encadrer les jeux se restreint à obliger l'industrie à développer une norme (par ailleurs déjà existante, c.-à-d. PEGI) d'accès par catégorie d'âge.

Après avoir fait part de ses sérieux doutes dans la période de consultation, le GREA a continué à défendre une vision plus ambitieuse et plus complète de la protection des joueuses et joueurs, notamment en s'appuyant sur la stratégie addictions. Nous avons notamment pu faire valoir notre point de vue lors des auditions organisées par la Commission de la Science et de la Culture, qui a pu intégrer les questionnements sur les microtransactions, incluses dans les jeux vidéo. En effet, les développements de l'industrie des jeux

transforment son modèle d'affaire pour favoriser la compulsion des joueurs, au détriment de la créativité de domaine. À ce jeu-là, tous sont perdants, sauf bien entendu les actionnaires de quelques grosses cylindrées du marché. Le débat continuera en plénum en 2021.

Alcool

Contact: *Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch*

La politique alcool n'a pas connu de grands bouleversements en 2020. La coalition pour une politique alcool responsable, issue de la révision de la loi sur l'alcool, a néanmoins continué d'observer les évolutions sur le domaine, en vue d'actions ultérieures. La pandémie a notamment remis sur le devant de la scène le sujet des alcools à bas prix. En effet, la disponibilité de l'alcool en période de confinement a pu conduire une aggravation de la situation pour de nombreuses personnes en difficulté avec l'alcool.

Politique internationale

Contact: *Jean-Félix Savary, jf.savary@grea.ch*

Après les grands succès remportés entre 2014 et 2019, le débat sur les drogues au niveau international marque une pause. En effet, les grands principes des droits humains, de la santé et de la justice sociale se retrouvent maintenant au cœur des documents de l'ONU sur la question. Conseil des Droits Humains, OMS, ONUDC ou encore PNUD, toutes les grandes organisations opérationnelles du système international semblent s'être converties à la politique de réduction des risques et à la fin de la pénalisation de l'usage de drogues. Par voie de conséquence, le GREA a fortement diminué son engagement dans ces espaces. Le programme de plateforme sur les droits humains (Geneva Platform) n'a ainsi pas été reconduit, une bonne part des objectifs initiaux étant atteint. Par ailleurs, la coalition internationale sur les drogues, toujours active, remplit son rôle à merveille et n'a plus besoin du soutien au niveau local, sollicité après l'UNGASS.

Au niveau des États, la situation reste préoccupante, avec de nombreux pays non démocratiques qui restent sur une posture dure sur les drogues. Si l'Occident a changé d'optique, les régimes illibéraux et/ou non démocratiques restent très attachés à la prohibition, qui donne de nombreuses opportunités de contrôle

des populations. Les trois conventions internationales restent donc en vigueur, bien que leurs effets s'estompent peu à peu. Elles permettent néanmoins à de nombreux régimes de justifier des violations des droits humains.

On notera en 2020 une décision de la CND de suivre la recommandation de l'OMS de reclassifier les cannabinoïdes selon les données scientifiques récentes. L'exception que constituait le cannabis, rangée dans la catégorie la plus grave (contrairement à l'héroïne par exemple) d'une part, et d'autre part, classifiée en tant que plante, et non comme molécule est levée. Les très longs débats pour faire reconnaître à cet organe politique les évidences scientifiques qui s'accumulent depuis des décennies aura montré une nouvelle fois la difficulté pour les cercles multilatéraux de considérer les drogues sous un angle technique et non moral.

Le groupement romand d'études des addictions (GREA) est l'association romande des professionnels actifs dans le champ des addictions depuis plus de 50 ans.

Membres du GREA

En 2020, le GREA comptait un total de 403 membres dont 25 institutions provenant de toute la Suisse romande.

Le secrétariat

Christophe Al Kurdi, chargé de projet recherche

Romain Bach, responsable institutions, SG adjoint

Jean Clot, chargé de projet recherche

Marie Cornut, chargée de projet réseau

Joëlle Chassot, employée de commerce (avril – août)

Eleonore Glardon, secrétariat (janvier – mars)

Siham Musa, secrétariat et finances

Célestine Perissinotto, responsable communication, SG adjoint

Nicolas Pythoud, chargé de projet

Camille Robert, chargée de projet jeux

Fabrice Rosselet, chargé de projet (dès septembre)

Jean-Félix Savary, secrétaire général

Lydia Schneider, responsable de formation

Nitinsha Shan, apprentie employée de commerce (dès septembre)

Besa Sulejmani, apprentie (janvier-juin) et secrétariat formation (dès août)

Le comité

Cédric Fazan, Fondation le Tremplin, FR, président

Ann Tharin, Eesp, VD, vice présidente

Jean Bergeron, UAS/Nant, VD

Barbara Broers, HUG, GE

Ken Brunner, FMR, VD

Stéphane Caduff, FVA, VD

Yaël Liebkind, La Main Tendue – 143, GE

Aline Iacoviello-Villard, Argos, GE

Nathalie Mondin, Le Radeau, FR

Cédric Perriard, Le Levant, VD

Benjamin Ravinet, Addiction Neuchâtel, NE

George Riesen, psychiatre, cabinet privé, FR

Thomas Urben, Addiction Valais, VS

Niels Weber, psychothérapeute indépendant, VD

Civilistes et stagiaires

Jérôme Delorme, civiliste

Mathieu Monney, civiliste

Fabrice Rosselet, stagiaire UniFr

Christoph Schindler, stagiaire BNF

Raphaël Tanner, civiliste

BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2020

ACTIFS	2019	2020	PASSIFS	2019	2020
ACTIFS CIRCULANTS	790367,13	1022685,48	CAPITAUX ÉTRANGERS	119079,92	233526,24
Caisse	4,75	4,75	Créanciers	5 314,55	0,00
PostFinance 10-21391-8	339 366,38	403 362,19	TVA due	29 097,31	75 463,09
Raiffeisen 7879291 cpte épargne soc.	118 384,04	118 481,33	C/c PILDJ	21 120,51	0,00
Raiffeisen 9870239 cpte épargne	6 285,46	6 286,09	C/c Cornèrcard	1 216,00	45,15
Raiffeisen 5038739 cpte garantie loyer	11 699,65	11 700,82	Passifs de régularisation	62 331,55	158 018,00
Compte d'attente	0,00	-100,00	MANDATS	167014,16	118136,89
Débiteurs	219 870,00	385 083,20	C/c Mandat PNA	8,85	0,00
C/c PILDJ	0,00	11 251,45	C/c Mandat CRIAD	-191,72	0,00
Impôt anticipé	8,40	10,50	C/c Mandat Groupe de travail Avenir de la FVA	0,00	23 000,00
Actifs de régularisation	94 748,45	86 605,15	C/c Mandat - PIA - Campagne alcool	-7 687,66	12 870,78
ACTIFS IMMOBILISÉS	11401,00	10101,00	C/c Mandat intervention précoce	108 737,06	48 537,89
Matériel informatique	8 400,00	7 900,00	C/c Mandat PF GE	4 054,09	0,00
Matériel de cours	1,00	1,00	C/c Mandat Online Sucht	5 631,45	-8,55
Aménagement des locaux	2 800,00	2 000,00	C/c Mandat MNT (news+Monitoring alcool et tabac)	1 050,10	4 260,20
Titres	200,00	200,00	C/c Mandat Tabac	-10,20	0,00
TOTAL	801768,13	1032786,48	C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	47 695,65	19 295,65
			C/c Mandats internationaux	10 180,92	10 180,92
			C/c Mandat Prévention du Jeu Excessif	2 826,85	0,00
			C/c Mandat SuAk - Académie dépendances	-5 281,23	0,00
			FONDS PROJETS	236422,51	399720,80
			Fonds Alco+	2 965,79	0,00
			Dépendances	-129,65	8 966,34
			Projet DB & Site	7 388,00	7 388,00
			Projet In Médias	12 924,69	12 924,69
			Projet RDRPP / SafeConso	0,00	3 451,70
			Projet Brochures Ados	-536,67	-452,99
			Prise en soin des personnes	0,00	25 000,00
			Projet Recovery College Addictions	0,00	100 000,00
			SuPo Suisse Romande	0,00	7 660,16
			Projet Nightlife	31 193,65	30 570,45
			Projet Handicap et consommations	134 252,18	88 684,89
			Projet Mes choix	29 318,67	46 682,76
			Projet résidentiel	19 045,85	62 144,80
			Projet Dry January	0,00	6 700,00
			CAPITAUX PROPRES	275221,09	279369,44
			Capital	100 442,03	104 472,48
			Réserve plan social	82 983,12	82 983,12
			Fonds formation	13 000,00	13 000,00
			Réserve PF Genre	0,00	0,00
			Fonds communications	17 963,58	17 963,58
			Réserve pour équipement	8 171,00	8 171,00
			Réserve campagnes politiques	20 941,36	20 941,36
			Réserve projet de prévention	30 000,00	30 000,00
			Fonds formations TSHM	1 720,00	1 837,90
			DIFFÉRENCE (capital)	4030,45	2033,11
			TOTAL	801768,13	1032786,48

COMPTES DE RÉSULTAT COMPARÉS 2019 ET 2020

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre

DÉPENSES	2019	2020	PRODUITS	2019	2020
FORMATION GREA	38892,55	37851,02	RECETTES	158342,97	132278,22
Promotion formation	3 623,76	5 875,08	Cotisations	56 710,00	63 548,90
Défraiements intervenants	30 141,10	21 228,20	Modules de formations	75 642,22	24 385,00
Frais modules	277,62	8 431,12	Journée de formations	3 750,00	4 370,00
Frais journées	2 220,08	2 316,62	Prestations diverses	6 540,39	0,00
Frais certification	2 629,99	0,00	Autres produits	3 340,36	25 120,52
COORDINATION	24892,82	28237,97	Indemnités interventions	12 360,00	14 853,80
Soutien aux plateformes	725,03	14,00	MANDATS	780541,29	751656,90
Frais de délégation internationale	2 827,13	1 976,22	Produit fordd	135 923,90	128 267,34
Autres frais de délégation et représentation	347,14	500,32	Produit PILDJ	193 320,00	166 146,00
Cotisations diverses	1 284,29	2 141,10	Résultat s/Mandat PNA	17 520,00	0,00
Comité GREA	3 480,80	6 360,25	Produit CRIAD	175 785,05	180 375,00
Membres GREA	11 731,50	14 411,02	Résultat s/Mandat Prévention alcool	31 480,00	17 600,00
Documentation (acquisition d'ouvrages)	1 615,91	559,86	Résultat s/Mandat intervention précoce	29 100,00	93 600,00
Accueil participants	2 881,02	2 275,20	Produit RIL	25 930,71	27 855,15
COMMUNICATION	18973,45	15612,85	Produit Nightlife	-0,02	0,00
Internet	1 957,62	898,41	Résultat s/Mandat Online Sucht	6 300,00	3 840,00
Base de données	681,59	0,00	Résultat s/Mandat MNT & monitoring	0,00	15 360,00
Maintenance	4 258,18	9 283,13	Résultat s/Mandat PF GE	40 600,00	5 592,44
Impressions et envoi réseau	9 480,63	4 331,68	Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	69 000,00	81 400,00
Graphisme	896,47	899,63	Résultat s/Mandat internationaux	35 800,00	0,00
Débats	814,97	0,00	Résultat s/Mandat Prévention du jeu excessif	0,00	2 826,85
Promotion	883,99	200,00	Résultat s/Mandat Académie dépendances	19 781,65	28 794,12
PERSONNEL	1031654,22	1035908,69	PROJETS	80390,03	180900,00
Salaires	863 406,15	939 849,30	Produit A+	16 800,00	0,00
./. Salaires récupérés	0,00	-11 327,45	Résultat s/Dépendances	21 109,00	16 800,00
./. Indemnités caisse de chômage	0,00	-67 876,70	Résultat s/Handicap et consommations	37 200,00	105 000,00
Charges sociales	139 287,35	150 479,45	Produit résidentiel	0,00	49 800,00
./. Allocation initiation au travail	-2 145,00	-6 411,15	Produit Dry January	0,00	9 300,00
Défraiement, transports, formation, représ.	10 784,52	12 500,29	Dissolution compte semaine alcool	5 281,03	0,00
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	19 921,20	18 134,95	Dissolution projet charte	0,00	0,00
Frais professionnels forfaitaires apprentie	400,00	560,00	Dissolution PF Genre	0,00	0,00
ADMINISTRATION & INFRASTRUCTURES	101426,15	129482,55	AUTRES PRODUITS	200491,57	183742,83
Leasing, technique et hardware	4 247,51	4 899,49	Soutiens cantonaux (dîmes)	192 750,00	174 750,00
Maintenance informatique	18 119,11	6 512,03	Soutien 3K LStup	7 750,00	9 000,00
Télécom (téléphone, Internet)	4 889,63	4 742,32	Escomptes	-8,43	-7,17
Loyer	48 741,60	48 741,60	PRODUITS FINANCIERS	103,78	548,24
Entretien des locaux	828,86	1 437,04	Intérêts rémunérateurs	103,78	548,24
Fournitures de bureau, frais administratifs	1 788,41	2 051,93	BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	4030,45	2033,11
Comptabilité	15 574,90	18 243,88	TOTAL	1215839,19	1247093,08
Assurances commerciales	392,85	377,70			
Frais financiers et intérêts	2 470,28	637,62			
Ajustement TVA	3 174,66	4 218,48			
Amortissements	6 791,73	6 006,64			
Attribution provision pour pertes s/débiteurs	-9 798,96	0,00			
Mouvements extraordinaires	4 205,57	1 303,82			
Abandon de créances	0,00	7 310,00			
Attribution fond de projet FVA	0,00	23 000,00			
TOTAL	1215839,19	1247093,08			

**GROUPEMENT ROMAND
D'ÉTUDES DES ADDICTIONS**

Rue Saint-Pierre 3
CP 6319
1002 Lausanne
T. +41 24 426 34 34
info@grea.ch

WWW.GREA.CH

GREA

GRUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

**NOUS REMERCIONS POUR
LEURS COLLABORATIONS :**

Addiction Suisse
AFD
AIDQ (Ca)
CHUV
CoRoMA
Croix-Bleue
CPPS
Fachverband Sucht
Fédération Addiction (Fr)
Fedito (Be)
FMR
FRC
GRAS
HES-SO
HETSL
HUG
IDPC
Institut de Santé Globale
Infodrog
Mode-d'emploi
NAS-CPA
OFAS
OFSP
ProCap
Pro Mete Sana
SSAM
Suchtverband Luetzebuerg (Lu)
Ticino Addiction
Université de Fribourg
Université de Genève

**NOUS REMERCIONS POUR LEURS
SOUTIENS FINANCIERS :**

Association des Œuvres d'utilité
publique du district de Courtelary
Canton de Fribourg
Canton de Genève
Canton du Jura
Canton de Neuchâtel
Canton du Valais
Canton de Vaud
Conférence latine des Affaires
sanitaires et sociales
Confédération suisse
Promotion Santé Suisse

**NOUS REMERCIONS TOUT
PARTICULIÈREMENT :**

Toutes les organisations romandes
et personnes actives dans le champ
des addictions.

Toutes les personnes concernées
qui se mobilisent pour défendre
leurs droits.